



HAL
open science

L'engagement turc dans les guerres en Ukraine et au Haut-Karabakh ou comment la Turquie s'impose dans l'espace d'influence russe

Bayram Balci

► **To cite this version:**

Bayram Balci. L'engagement turc dans les guerres en Ukraine et au Haut-Karabakh ou comment la Turquie s'impose dans l'espace d'influence russe. Les Études du CERI, 2024, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023, 273-274, pp.57-62. 10.25647/etudesduceri.273-274.09 . hal-04459400

HAL Id: hal-04459400

<https://hal.science/hal-04459400>

Submitted on 15 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'engagement turc dans les guerres en Ukraine et au Haut-Karabakh ou comment la Turquie s'impose dans l'espace d'influence russe *par Bayram Balci*

Revendiquant l'une et l'autre une forte identité eurasiatique, à cheval entre Europe et Asie, la Turquie et la Russie sont engagées dans une lutte d'influence au sein de l'espace post-soviétique : dans cette région, elles rivalisent autant qu'elles coopèrent. Comme le défendent des courants politiques eurasiatiques œuvrant à un certain rapprochement entre les deux Etats¹, la Turquie et la Russie ont en commun un héritage historique de stratégie impériale et une méfiance voire une hostilité envers un Occident perçu comme une menace. Elles n'en sont pas moins rivales et concurrentes sur de nombreuses questions. Néanmoins, depuis deux décennies, des deux Etats dominés par les règnes étrangement parallèles de Recep Tayyip Erdogan et de Vladimir Poutine, c'est surtout la Turquie qui connaît une montée en puissance, au point d'accroître son influence dans l'« étranger proche » de la Russie. En témoigne la façon dont elle se positionne dans les conflits en Ukraine et dans le Haut-Karabakh : elle profite de l'affaiblissement russe pour émerger dans l'espace eurasiatique, notamment dans le Caucase du Sud et en Asie centrale, comme une puissance régionale d'envergure.

Une politique étrangère turque en pleine mutation

Depuis la fondation de la république dont elle vient de fêter le centenaire, la Turquie moderne, soucieuse de raffermir sa souveraineté et sa légitimité, aspire à une indépendance stratégique. Cette idée centrale traverse les courants politiques turcs et réconcilie son dirigeant actuel, Recep Tayyip Erdogan, avec le fondateur de la république laïque, Mustafa Kemal Atatürk². C'est à la lumière de cette constance existentielle qu'il faut déchiffrer la politique étrangère turque dans les deux conflits régionaux, en Ukraine et dans le Haut-Karabakh.

Car au-delà de ce besoin vital d'exister fermement aux côtés de la Russie et de résister à ses invariables ambitions vers le sud, la Turquie réalise, qu'après un siècle de loyauté et de fidélité au camp occidental, non seulement ses intérêts nationaux divergent de ceux des autres membres de l'OTAN, mais qu'à l'occasion, ils se trouvent fragilisés par le manque de solidarité des Européens et Américains à son égard. Plusieurs crises de confiance ont ainsi profondément fissuré la cohésion du bloc occidental.

En 2008, alors que le pays travaille depuis des décennies à faire avancer son dossier de candidature à l'Union européenne, des dirigeants et non des moindres, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, avouent publiquement leur sentiment profond que la Turquie n'a pas vocation à devenir membre de l'UE. Ce rejet et la façon dont il a été exprimé ravivent la méfiance turque et incitent Ankara à ne pas adhérer à la position européenne sur des questions internationales importantes, comme la guerre en Ukraine ou le conflit du Haut-Karabakh.

¹ Bayram Balci, « L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie », *La Revue internationale et stratégique*, n° 116, hiver 2019.

² Galip Dalay et Fuat Keyman, « Has Turkey's quest for "strategic autonomy" run its course? », GMF, juillet 2021, <https://www.gmfus.org/news/has-turkeys-quest-strategic-autonomy-run-its-course>

Carte 7
La Turquie dans son environnement régional



De même, à partir de 2011, la guerre en Syrie a été un moment de rupture de confiance plus profond encore. Initialement alignés sur le nécessaire départ de Bachar el-Assad, la Turquie, les Etats-Unis et une bonne partie des pays européens divergent lorsqu'émerge Daesh. La montée de l'organisation terroriste djihadiste « Etat islamique » en Syrie et en Irak révèle les intérêts contraires des membres de l'OTAN. Les Occidentaux font alors le choix, contre l'avis de la Turquie qui proposait de s'appuyer

sur les forces d'opposition syriennes, de collaborer avec les forces kurdes pour éliminer les djihadistes³. Or, ces diverses milices kurdes ne sont en réalité que de multiples branches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation terroriste listée par les Occidentaux et bien entendu par la Turquie.

Il est fondamental ici d'aller au-delà de la focale occidentale afin de comprendre le point de vue turc. Pour Ankara, le soutien occidental aux forces kurdes (terroristes pour elle mais plus pour ses alliés), qui se retournent contre la Turquie, a été perçu comme une trahison. En effet, par aveuglement égoïste et court-termiste, les Occidentaux ont indirectement contribué à la rupture du processus de règlement de la question kurde entre l'Etat turc et le PKK. Car ce dernier, porté par le soutien occidental et encouragé par la rébellion kurde syrienne, a préféré relancer la lutte armée contre l'Etat turc, pensant qu'il avait été affaibli par le nouveau contexte régional. Ainsi, en accordant la priorité à la lutte contre Daesh en Syrie, les Occidentaux ont négligé la défense de la Turquie, leur plus sûr et plus ancien allié dans la région. Cette faute stratégique sera et est déjà lourde de conséquences politiques à long terme.

Enfin, une troisième crise majeure survient en juillet 2016, quand un coup d'Etat manque de renverser le pouvoir de Recep Tayyip Erdogan. Le président turc porte une part non négligeable de responsabilité dans la polarisation interne qui a indirectement favorisé le putsch. Mais les Occidentaux auraient dû condamner plus fermement le coup d'Etat qui, s'il avait réussi, aurait précipité la Turquie dans le chaos. La tiédeur du soutien occidental offre à Moscou, le rival silencieux, l'occasion de se rapprocher d'Ankara, ce qui alimente la méfiance de l'OTAN vis-à-vis de la Turquie perçue ces derniers temps comme un allié pas toujours fidèle.

La défiance, désormais partagée, a conduit la Turquie à des choix politiques et géostratégiques dictés par la logique sécuritaire, au détriment de sa fidélité aux alliés occidentaux.

Les choix de la Turquie en Ukraine et au Haut-Karabakh : l'intérêt national avant tout

Apprenant des erreurs commises en Syrie, où elle s'est enlisée, dans la crise ukrainienne à partir de 2014 et *a fortiori* depuis 2022, la Turquie mesure sa position à l'aune de ses intérêts vitaux. Trois facteurs prévalent.

Vis-à-vis de la Russie. Depuis la fin de la guerre froide, la Turquie entretient des relations complexes avec la Russie. A Ankara, crainte et respect génèrent un sentiment inconfortable de vulnérabilité vis-à-vis de Moscou. Au-delà des questions qui divisent, en Syrie, au Haut-Karabakh, en mer Noire, la Turquie redoute l'encerclement par la présence militaire russe en mer Noire, dans le Caucase du Sud et en Syrie. Parallèlement, les relations économiques bilatérales, estimées à 62 milliards de dollars à la fin de l'année 2022, assurent un approvisionnement crucial en gaz et un tourisme salvateur pour une Turquie boudée par les voyageurs occidentaux⁴. Enfin, déçue par l'Occident, notamment par l'UE qui se comporte, à ses yeux, comme une forteresse assiégée et qui ne se montre que peu solidaire, la Turquie défie l'Alliance atlantique en flirtant avec la puissance russe, à la fois utile et pesante.

³ Esra Gürçay, « The U.S.-YPG relationship : U.S. foreign policy & the future of the Kurds in Syria and Turkey », Middle East Policy Council, 2020, <https://mepc.org/commentary/us-ypg-relationship-us-foreign-policy-future-kurds-syria-and-turkey>

⁴ Vicken Cheterian, « Friend and foe : Russia-Turkey relations before and after the war in Ukraine », *Small Wars & Insurgencies*, Vol. 34, n° 7, 2023, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09592318.2023.2185443>

Vis-à-vis de l'Ukraine. Quand bien même le khanat tatar de Crimée liait l'actuelle Ukraine à l'empire ottoman, de fait les relations turco-ukrainiennes sont récentes et relativement vierges de tensions. Aussi, dès 2014, la Turquie a pris la défense de l'Ukraine et de son intégrité territoriale (en refusant de reconnaître l'annexion de la Crimée par la Russie), pour défendre en miroir la sienne face à l'imposant voisin russe et au séparatisme kurde perçu comme une menace. Ainsi la Turquie fournit armes et drones Bayraktar à l'Ukraine. De plus, la solidarité active envers Kiev envoie un message fort aux autres pays de l'ex-URSS : elle signifie qu'Ankara soutient leur aspiration à une souveraineté légitime, débarrassée de toute menace colonialiste russe.

Vis-à-vis de l'Occident. Ankara réagit également en Ukraine en fonction de ses relations compliquées avec les pays occidentaux. A la différence de ces derniers qui ont rompu avec Moscou, la Turquie tente une position médiane en armant l'Ukraine tout en maintenant de bonnes relations avec la Russie. Avoir le pouvoir de parler aux deux parties pourrait se révéler être un atout précieux si le conflit perdure. Et dans le même temps, l'aide turque à l'Ukraine et son rôle potentiel de médiateur modèrent la position occidentale vis-à-vis d'Ankara, contrant notamment les reproches de non-alignement sur la politique de sanctions à l'encontre de l'agresseur russe.

Une tout autre *realpolitik* place la Turquie en première ligne dans le conflit azerbaïdjan-arménien du Haut-Karabakh, région autonome peuplée majoritairement d'Arméniens mais située sur le territoire de l'Azerbaïdjan depuis les années 1920 dans le sillage de la politique stalinienne des nationalités. Ce conflit intermittent depuis 1988 avait repris avec quatre jours d'ultra-violence en 2016 puis des affrontements encore plus extrêmes en septembre 2020. A l'automne 2023, l'Azerbaïdjan a fini par l'emporter de façon décisive, grâce à l'engagement ouvertement belliqueux de la Turquie qui lui apporte une aide militaire cruciale. Là aussi, le contexte régional et historique récent aide à comprendre l'évolution de la position turque. Du fait de ses multiples liens de parenté ethnique, linguistique, religieuse, la Turquie a pris fait et cause pour l'Azerbaïdjan face aux revendications des Arméniens enclavés du Haut-Karabakh. Dans les années 1990, dans ce conflit aux origines soviétiques, soucieuse de sa bonne relation avec l'Occident pour ne pas gâcher ses chances d'intégration européenne, Ankara a apporté à Bakou un soutien uniquement moral, politique et diplomatique. La diplomatie turque s'est alors employée à jouer un rôle équilibré visant l'apaisement et la normalisation. Ce qui a abouti en 2008 et 2009 aux protocoles de Zurich, rencontres sous l'égide de la Suisse et des Etats-Unis entre la Turquie et l'Arménie pour tenter de normaliser leurs relations et d'ouvrir leur frontière commune.

Mal comprise par Bakou, cette main tendue par la Turquie à l'Arménie a été ressentie en Azerbaïdjan comme une trahison immédiatement suivie de menaces de renégociation des relations énergétiques tant qu'Ankara ne reviendrait pas sur ses intentions de normalisation⁵. En 2020 la situation a évolué vers une autre configuration. La Turquie, désabusée quant à une éventuelle adhésion à l'UE, nourrit une méfiance croissante à l'égard de ses alliés occidentaux traditionnels et ne voit de salut que dans l'émergence de sa propre puissance dans la région. Dès la relance des hostilités dans le Haut-Karabakh, elle apporte tout son soutien à Bakou : encadrement et conseil militaires, livraisons d'armements, notamment de drones, et même mobilisation de miliciens syriens recrutés dans les zones sous influence turque en

⁵ Fiona Hill, Kemal Kirisci et Andrew Moffatt, « Armenia and Turkey : from normalization to reconciliation », Brookings Institute, 24 février 2015, <https://www.brookings.edu/articles/armenia-and-turkey-from-normalization-to-reconciliation/>

Syrie. Conséquence de ce soutien massif de la Turquie, l'Azerbaïdjan a emporté une nette victoire contre l'Arménie, qui a dû se retirer des districts occupés, et même du Haut-Karabakh désormais incorporé complètement au territoire de l'Azerbaïdjan.

L'objectif de la Turquie en Ukraine et au Haut-Karabakh est simple : accroître son influence à l'échelle régionale, voire internationale.

Vers un accroissement de l'influence turque dans la région

De manière générale, que cela soit dans le Caucase du Sud ou en Asie centrale, la Turquie se déclare attachée au respect du droit international et au principe d'intégrité territoriale des Etats qui en découle. Dans l'espace postsoviétique, où les souverainetés craignent le retour de la tutelle de Moscou, cette position lui assure sympathie et prestige. Le monde turc se serre les coudes face à la Russie et Ankara gagne en influence en grignotant celle de son voisin et rival historique.

C'est dans le Caucase du Sud que les victoires turques sont les plus visibles. Dans cette région où la Russie a toujours été plus influente que ses deux rivaux, Ottomans et Persans, le récent conflit du Haut-Karabakh a marqué un net déclin de l'ordre russe. Lors de la reprise du conflit en 2020, la Russie a montré qu'elle ne pouvait plus ou ne voulait plus défendre sa protégée de toujours, l'Arménie. La Turquie a profité de ce repli pour s'imposer et s'afficher en principal soutien de l'Azerbaïdjan. Bakou réinstalle alors sa souveraineté sur le Haut-Karabakh au nom du principe de l'intégrité territoriale, mettant ainsi en échec la partie arménienne qui, elle, revendiquait le principe de l'autodétermination des peuples à disposer d'eux-mêmes. La détermination de l'Azerbaïdjan et le soutien de la Turquie ont donc permis une victoire incontestable de Bakou. En effet, les autorités séparatistes arméniennes du Haut-Karabakh ont admis la fin de leur Etat autoproclamé dont elles ont annoncé la dissolution à partir du 1^{er} janvier 2024. Dans cette région caucasienne, pour la première fois depuis 1991 la Russie recule dans la sphère militaire devant un « intrus », qui plus est membre de l'OTAN. Dans tous les pays de la région, cette « défaite » militaire de la Russie est une onde de choc qui pourrait entraîner un recul significatif de l'influence russe au profit de celle de la Turquie.

En effet, en Asie centrale, l'influence turque sort grandie par la position d'Ankara dans les conflits en Ukraine et au Haut-Karabakh. Le recul russe montre que d'autres partenariats et équilibres régionaux sont possibles, ce qui favorise l'implantation d'autres puissances dont la Turquie. De plus, l'agression russe contre l'Ukraine a été perçue dans tous les pays d'Asie centrale comme une potentielle menace pour leur souveraineté et leur intégrité. Tous se sont abstenus ou n'ont pas pris part au scrutin lors des votes des résolutions condamnant l'agression russe aux Nations unies⁶ (cf cartes 5 et 6 p.53). Tous, notamment les poids lourds de la région, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, qui avaient refusé de reconnaître l'annexion de la Crimée, ont affiché leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Aucune des cinq républiques de la région n'a reconnu celles fantoches fabriquées de toutes pièces par la Russie sur le territoire ukrainien. Tous ces éléments profitent indirectement à l'image de la Turquie dans ces pays qui se sentent menacés. Dans ce contexte, le soutien actif d'Ankara à l'un d'eux, l'Azerbaïdjan, a une résonance particulièrement forte.

⁶ Aseel Doolotkeldieva, « Implications of Russia's war against Ukraine for Central Asia », The Russian Program, https://therussiaprogram.org/central_asia

Ainsi, la Turquie parvient à faire avancer son agenda en Asie centrale. Son projet d'intégration des Etats turciques, vieille idée qu'Ankara n'arrivait pas à concrétiser, prend enfin forme. Si, dans les années 1990, la création d'une union politique n'avait pas séduit ces Etats à peine libérés du joug soviétique, celle-ci prit une tournure officielle et institutionnelle en 2009. Elle ne cesse depuis de se développer et l'Organisation des Etats turciques inclut désormais l'Ouzbékistan, longtemps hostile au projet, et, en qualité d'observateur, le Turkménistan que sa neutralité inscrite dans la Constitution rend rétif à toute forme d'intégration. Aux volets économiques et culturels de la présence turque en Asie centrale s'ajoutent désormais des programmes de coopération militaire et sécuritaire qui renforcent l'influence d'Ankara. Bien que la Turquie ait toujours déployé des attachés de défense dans la plupart des pays de la région depuis la fin de l'URSS, ce n'est que depuis quelques années qu'elle a véritablement développé une coopération militaire avec ceux-ci. Elle leur vend ses fameux drones Bayraktar et a même signé avec le Kazakhstan un accord sur la fabrication sous licence de leur variante Anka.

*

* *

La Turquie s'affranchit d'une bipolarité tant dépassée que décevante, et réclame sa place de puissance émergente sur la scène internationale ou tout au moins régionale. Dans le Caucase du Sud et en Asie centrale, la rivalité avec la Russie est historique et familière, si bien que les deux protagonistes savent mesurer leurs atouts et faiblesses ; ils parviennent ainsi à compartimenter leurs relations pour que leurs désaccords politiques ne mettent pas en péril leur interdépendance économique et commerciale.

La Turquie s'impose de plus en plus dans la région, mais cette émergence se fait au détriment des droits de l'homme et de la bonne gouvernance. Elle devient certes plus influente, mais aussi plus autoritaire. Et cet autoritarisme menace la cohésion politique et sociale intérieure. La répression des libertés et du pluralisme politique engendre des frustrations qui pour l'instant sont contenues, mais qui pourraient à terme accroître les crises entre l'Etat et divers segments de la société. Cette dérive autoritaire fragilise ou du moins relativise la montée en puissance de son influence extérieure.

Enfin, cette avancée turque sur les plates-bandes de la Russie ne doit pas masquer le fait que d'autres influences régionales et internationales s'y exercent aussi avec force. L'isolement de la Russie profite également à la Chine dans les domaines économique et politique. D'autres puissances émergentes, comme l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Corée du Sud, concurrencent l'influence russe dans le Caucase du Sud et en Asie centrale. Les Etats de la région sont soucieux de développer et diversifier leurs partenariats pour s'affranchir de la tutelle russe. Pour le moment, celle-ci résiste. Mais dans ce nouveau « grand jeu », les puissances moyennes comme la Turquie sont bien parties pour s'imposer au détriment de la Russie dont le déclin est chaque jour plus visible.

Pour citer ce chapitre : Bayram Balci, « L'engagement turc dans les guerres en Ukraine et au Haut-Karabakh : ou comment la Turquie s'impose dans l'espace d'influence russe », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].